

IRAK

Fort de son succès aux provinciales, Maliki a les coudées franches

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, choisi il y a trois ans à ce poste par défaut, a assis son autorité lors des élections provinciales, ce qui le met en position de force dans la perspective des élections parlementaires programmées d'ici début 2010.

Sa liste «Coalition pour l'Etat de droit» est arrivée en tête dans les provinces chiites et à Bagdad, selon les résultats préliminaires annoncés jeudi par la commission électorale. Ce triomphe a été couronné par la visite surprise hier du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

M. Maliki, 59 ans, «est dans une position bien plus solide qu'avant. C'est lui et personne d'autre qui déterminera les prochaines alliances», estime auprès de l'AFP Tarek al-Maamouri, un analyste politique irakien.

«Les autres partis devront le convaincre qu'ils sont les meilleurs partenaires», a-t-il ajouté en référence aux tractations pour faire alliance avec lui.

Pour les provinciales, M. Maliki, dirigeant du petit parti religieux chiite Dawa, avait choisi de patronner la «Coalition de l'Etat de droit», liste au nom des plus laïcs regroupant une dizaine de petites formations chiites.

Tant sur les affiches que lors des réunions publiques, il a tout focalisé sur sa personne en se présentant comme le sauveur du pays.

«Il a fait une percée spectaculaire», confirme Reidar Visser, rédacteur du site www.historiae.org spé-

cialisé sur l'Irak, notant que le plus grand parti chiite, le Conseil supérieur islamique d'Irak (CSII) d'Abdel Aziz Hakim, allié

de M. Maliki au gouvernement, s'était affaibli.

Le CSII a perdu la haute main sur les sept provinces chiites et Bagdad, qu'il contrôlait depuis 2003.

«La coalition de M. Maliki a notamment réussi un exploit dans la province méridionale de Bassorah et à Bagdad», relève Reidar Visser.

Le triomphe de la coalition de M. Maliki devrait provoquer une onde de choc pour les adversaires du chef du gouvernement dans la perspective des élections parlementaires programmées fin 2009-début 2010, ajoute Joost Hiltermann, analyste de l'International Crisis Group.

«C'est un grand coup d'ac-célérateur» pour cet homme politique, dit-il.

«Nouri al-Maliki peut désormais construire sur cette base dans la perspective des élections parlementaires. Nous pouvons nous attendre à ce qu'il réutilise la formule qui lui a réussi : prendre une position ferme face aux Kurdes, aux Sadristes, aux Conseils du réveil et tous ceux que les citoyens arabes ordinaires n'aiment pas, et utiliser les



Al-Maliki bénéficie, désormais, de la légitimité populaire.

fonds publics pour fonder des groupes qui lui apporteront des voix», avance cet analyste. Le succès de M. Maliki, dont l'action a permis de passer de politicien religieux à leader national, intervient après une année marquée par la conclusion d'un accord entre Bagdad et Washington sur le désengagement des troupes américaines d'Irak d'ici fin 2011 et une offensive victorieuse à

Bassorah et Sadr City contre les miliciens du chef radical Moqtada Sadr.

Il a aussi lancé des offensives contre les partisans d'Al-

Qaïda à Diyala et à Mossoul.

Mais, en dépit de ces succès, l'Irak reste un Etat fragile, d'après un analyste basé aux Etats-Unis.

«C'est un triomphe pour M. Maliki, mais j'espère qu'il ne sera pas trop confiant», commente Michael O'Hanlon, spécialiste de l'Irak et de la sécurité nationale américaine à l'Institut Brookings à Washington.

Il met également les Etats-Unis en garde contre l'excès d'optimisme: «Nous essayons déjà de partir au plus vite et pas mal de choses peuvent encore mal tourner» en Irak.

PAKISTAN

La justice rend sa liberté au père de la bombe atomique A. Q. Khan

La justice pakistanaise a ordonné hier la libération du scientifique Abdul Qadeer Khan, le père de la bombe atomique au Pakistan, qui vit depuis cinq ans en résidence surveillée après avoir reconnu s'être livré à des activités de prolifération nucléaire.

«Le demandeur (M. Khan) est déclaré citoyen libre», selon un arrêt de la Haute Cour d'Islamabad, la capitale pakistanaise. Le président de cette juridiction, Sardar Mohammad Aslam, avait reçu hier en audience à huis clos les avocats de A.Q. Khan et ceux du gouvernement pakistanaise.

Le scientifique a immédiatement remercié le président pakistanais Asif Ali Zardari et le Premier ministre Yousuf Raza Gilani, depuis sa résidence d'Islamabad. «Compte tenu de ce qui m'a été dit, je pourrai me rendre n'importe où au Pakistan, sans aucune restriction, entouré des mesures de sécurité dont je disposais précédemment», a-t-il dit à des journalistes.

«Si je veux voyager à l'étranger, il me faudra demander la permission du gouvernement», a-t-il toutefois précisé.

M. Khan était placé en résidence surveillée au Pakistan depuis février 2004, lorsqu'il avait admis à la télévision avoir mené des activités de prolifération nucléaire en vendant la technologie pakistanaise à des pays étrangers comme la Libye, l'Iran et la Corée du Nord.

Il était toutefois revenu par la suite sur ses déclarations.

Hier, devant une forêt de caméras, M. Khan, opéré pour un cancer en 2006, a assuré qu'il ne craignait rien pour sa vie : «Personne ne voudrait me faire du mal», a-t-il déclaré.

En juillet dernier, le juge Aslam de la Haute Cour d'Islamabad avait autorisé le scientifique à voyager dans son pays pour rendre visite à ses proches, mais lui avait interdit de s'exprimer dans la presse sur le dossier de la prolifération nucléaire.

Il avait obtenu en 2004 le pardon de l'ancien président du Pakistan, Pervez Musharraf, mais était confiné depuis dans sa maison, sous bonne garde de soldats et d'agents secrets.

La décision de la justice de le libérer intervient trois semaines après l'annonce par le département d'Etat américain de l'imposition de sanctions à l'encontre d'une douzaine de personnes et d'entreprises liées à M. Khan.

«Nous pensons que le réseau de A.Q. Khan n'est plus en état de fonctionnement, mais les pays devraient rester vigilants et s'assurer que les associés de A.Q. Khan et ceux qui cherchent à se livrer à des activités similaires de prolifération, ne deviennent pas une source future d'informations ou d'équipements nucléaires sensibles», avait alors expliqué la diplomatie américaine. «Nous pensons que ces sanctions aideront à empêcher que ces entités se livrent à de futures activités liées à la prolifération et qu'elles serviront d'avertissement à d'éventuels candidats à la prolifération, avait encore dit Washington.

Le Pakistan est la seule puissance atomique militaire connue du monde musulman. Il avait conduit des essais nucléaires en mai 1998, en réponse à ceux de l'Inde quelques jours plus tôt.

LÉGISLATIVES EN ISRAËL

L'opposition paraît en bonne place pour gagner

A quatre jours des législatives en Israël, l'opposition de droite reste assurée d'emporter la majorité au Parlement, selon les sondages, bien que l'écart se réduise entre le Likoud de Benjamin Netanyahu et le Kadima centriste de Tzipi Livni.

La remontée du Kadima, qui est pratiquement ex æquo avec le Likoud dans les intentions de vote pour mardi, a redonné espoir aux partisans du parti au pouvoir et alimente les spéculations sur une future coalition. Les sondages prévoient tous une percée du parti d'extrême droite Israël Beiteinou, appelé à devenir la troisième formation du pays et clef de voûte de tout futur gouvernement.

Cette formation dirigée par un ancien du Likoud, Avigdor Liberman, a mené une campagne vigoureusement anti-arabe, appelant notamment à frapper encore plus durement à Ghaza.

Elle a ciblé particulièrement la minorité arabe d'Israël (20% de la population) l'accusant de représenter un «danger de l'intérieur et menaçant de lui retirer ses droits de citoyens si elle ne faisait pas preuve de sa «loyauté» à l'Etat juif.

Toutes les grandes formations politiques se sont dissociées de ces posi-

tions, qualifiées par la gauche de «racistes» et «fascistes», mais aucune, y compris les travaillistes, n'a exclu de sièger aux côtés de ce parti charnière.

Israël Beiteinou est particulièrement populaire auprès de son électorat traditionnel de plus d'un million d'immigrants d'ex-URSS, de la jeunesse et des couches populaires.

Il devrait bénéficier d'un report de voix du Likoud et même de partis religieux, sensibles à sa rhétorique ultra-nationaliste. Néanmoins, ces transferts de voix s'opèrent au sein de la droite et ne changent pas les rapports de force entre les blocs. A l'approche du scrutin du 10 février, le Likoud dirigé par l'ancien Premier ministre Netanyahu est crédité dans les sondages de 25 à 27 sièges sur les 120 de la Knesset, plus du double de ses 12 députés au Parlement sortant.

Le Kadima de centre droit, dirigé par la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, recule à 22 ou 23 sièges contre 29 actuellement. Israël Beiteinou effectuerait une percée, avec 18 à 19 sièges contre 11. Il devancerait le Parti travailliste du ministre de la Défense Ehud Barak, qui est crédité de 14 à 17 sièges, le plus bas score de son histoire, contre 19 dans le

Parlement sortant. Grâce au soutien de l'extrême-droite et des partis religieux, Benjamin Netanyahu garde toutes les chances de redevenir Premier ministre. M. Netanyahu a toutefois manifesté sa préférence pour un gouvernement d'union nationale sous sa direction et comprenant les travaillistes et le Kadima, ce qui lui permettrait de ne pas être otage de l'extrême-droite.

Le risque est d'autant plus grand que le contexte international a changé, avec une nouvelle administration américaine présidée par Barack Obama, moins prête que la précédente à un soutien inconditionnel à Israël.

«La gauche et le centre n'ont plus aucun espoir de l'emporter, estime une analyste du quotidien *Maariv*, qui juge «absurdes» les spéculations sur un ralliement de l'extrême-droite à un gouvernement Livni. Selon le quotidien à grand tirage *Yediot Aharonot*, un vote pour Israël

Beiteinou traduit «une peur panique» au sein de la population face à la dégradation de la sécurité et un risque d'isolement dans le monde.

Pour le journal, le vote pour Lieberman vise à «élire un épouvantail pour faire peur aux Arabes».